



Réunion hebdomadaire

14 déc. 2017 • Compte-rendu

PrésentEs : 35 personnes environ • Facilitation : Mkl • Compte-rendu : J.

Début 19h48.

Présentation de Mehmet qui est en L3 de psycho et fait un stage d'observation à AUP. Le but c'est d'apprendre à observer.

Feedbacks

Lundis de l'INA

Dans le cadre des lundis de l'INA, une thématique par mois, cette fois-ci le sida à l'écran. Il y avait Eve Plenel, Didier Roth-Bettoni, Act Up-Paris via Rémy, François Berdougo, un médecin de St-Louis. La table-ronde était introduite par un journaliste d'un site d'info. Les échanges étaient intéressants, présence honorable.

3 montages vidéo de plein d'archives TV : clips de prévention, JT, magazines parlant de sida.

Montage 1 : la prévention à l'écran.

Montage 2 : Act Up-Paris et ses actions.

Montage 3 : les politiques qui parlent du sida.

Tout le monde était d'accord entre anciennes actuppienNEs (Eve, François). Redite des mêmes choses depuis que le film est sorti. Technicisation de la lutte.

Parmi les choses intéressantes qui sont ressorties, c'est que le cinéma a longtemps été dans le pathos. Peu de choses sont sorties sur des enjeux très actuels, PrEP, TPE, etc. Sauf *Théo et Hugo dans le même bateau*.

On a les petits montages et on pourra les montrer en RH.

Les images allaient des tous premiers JT jusqu'à 2009 (audition de la commission Meufs d'Act Up-Paris) et c'était assez représentatif de tout cela.

Guillaume rappelle que ce sera intéressant de projeter *Portrait d'une présidente*.

François Berdougo sera dispo à partir du mois de février de parler du bouquin.

Hélène : on glisse un petit peu sur le sida à l'intérieur des médias. 10 personnes sont mortes à Libération du sida. Il y a aussi des mortEs à l'intérieur de la radio, de la TV.

Chaire UNESCO santé sexuelle-Films de prévention étudiantEs

Mkl : Double feedback : chaire UNESCO santé sexuelle et droits humains et festival de cinéma sur la santé organisé par des étudiantEs.

Adeline : hier à Paris Diderot, réouverture du cycle de conférence santé sexuelle et droits humains. Ces conférences sont filmées et on peut les retrouver sur leur chaîne Youtube, cette année encore. Il y aura un MOOC (des cours en ligne) d'intro à la formation en santé sexuelle.

Mkl : Il y avait la présentation du festival de films de prévention. L'an dernier, des films étudiantEs avaient été réalisés, axé sur les violences en général, donc hyper large. 650 participantEs de 57 pays, et des prix à la fin. Cette année le thème c'est santé sexuelle. C'est donc un thème qui nous intéresse directement. L'appel est lancé, on peut le relayer. Les prix seront donnés le 5 juillet.

Adeline : On a pu échanger avec le directeur adjoint du service interuniversitaire de médecine préventive et promotion de la santé, qui s'occupe notamment de la Sorbonne. On l'avait contacté et il devrait y avoir un événement courant février ou mars, avec un mois de la santé organisé dans les facs.

Mkl : le SIUMPPS de Sorbonne-Universités (Paris 2, 4, 6) nous a été décrit. A Descartes, il y a un vrai centre de santé. A Sorbonne-U, psy, gynéco, 10 MG à temps plein. Pour 75000 étudiants.

Adeline : Ils font 7 séances de dépistage par an, soit 2500 étudiants.

Ces actions s'intègrent dans les objectifs développement durable de l'UNESCO pour 2030.

RDV ASUD

Guillaume : la commission Drogues avait RDV avec ASUD cet après-midi. Ils bossent surtout sur les traitements de substitution. Au niveau des pharmacies, ils enregistrent des refus de délivrance de ces traitements de substitution.

C'était un RDV pour voir comment bosser ensemble.

La situation des distributeurs de stéribox, qui marchent mal et sont mal implantés, a été abordée.

On a aussi parlé de la SCMR : ils ont des problèmes de budget pour embaucher, il y a un manque énorme.

On a aussi parlé chemsex, AUP va se saisir du sujet.

ASUD fait un journal mensuel, qui existe depuis 1990.

Rémy : insister sur le fait que les personnes qui utilisent les échangeurs de seringue ou les SCMR vivent à la rue, porter l'aspect social de l'accompagnement. ASUD était intéressé par certains des résultats de notre enquête, à savoir l'usage de l'argument « on ne fait plus, aller à la SCMR ».

Guillaume : Pour eux, c'est un retour en arrière. Ils espèrent travailler avec nous et d'autres assocés, Gaia, MDM, Aurore, etc.

Question : c'est quoi la loi Barzach ? > C'est celle qui autorise la vente libre des seringues.

Question : est-ce que les pharmaciens qui parlent de la SCMR le font dans une optique santé publique ou dans une optique se débarrasser de la personne ? > A priori c'est surtout dans la seconde optique (mais il faut sans doute nuancer quand même).

Comité d'entente LGBTI du Défenseur des Droits

Xavier : c'était le 5/12. Créé en 2011, le défenseur des droits a 5 missions : défendre les droits des usagers des services publics, droits des enfants, lutte contre les discriminations, contrôle de l'action des forces de l'ordre, défense des droits des lanceurs d'alerte.

Réunion en présence de Jacques Toubon qui a présenté la nouvelle secrétaire générale de l'institution, Constance Rivière.

Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de cette réunion, notamment sur l'usage de la civilité et du prénom pour les personnes trans. Le DDD a expliqué que la civilité n'était pas une dimension de l'état-civil, et va sortir qqch pour expliquer qu'il n'y a pas à faire preuve de sa civilité pour les personnes trans.

PMA : il a déploré l'étroitesse de l'avis du CCNE. Il ne comprend pas pourquoi le gouvernement a intégré le dossier à la loi de bioéthique. Il trouve Buzyn rétrograde sur la PMA.

Ca a un tout petit peu parlé des jeunes et de l'éduc sexuelle.

Le DDD fait désormais des séminaires dans les écoles de la magistrature.

Deux dossiers importants sont en ligne sur le site du défenseur des droits : un rapport sur les droits des enfants en 2017. Document remis il y a un mois à Blanquer.

Boulot sur la situation des enfants étrangers.

On peut vraiment s'appuyer sur ses services pour porter des plaidoyers.

Autre dossier : 9 fiches pratiques sur la lutte contre les discriminations dans la fonction publique territoriale (FPT).

Xavier : Sur 2h d'échanges, on a du parler du sida une fois. Peut-être parce que c'est le comité d'entente LGBT et qu'il y a un comité santé.

On a parlé de la question écrite posée sur les personnes trans dans les armées.

Mkl rappelle que le DDD est actif sur les sujets soins funéraires et don du sang.

Le DDD va faire une enquête nationale de 18 mois sur l'hébergement des demandeurs d'asile LGBT.

RDV avec Aurélie Mayeux (AGS)

Dylan : à l'avant-dernière réunion de commission migrations, la commission a reçu Aurélie Mayeux, juriste à l'Asso de gestion solidaire, association qui a mutualisé différentes fonctions de support, dont la compta d'AUP.

Son poste de juriste est très lié à la file active de Basiliade, mais elle répond aussi à d'autres sollicitations.

Elle a parlé des situations rencontrées contraires aux textes de loi :

- Le médecin de l'OFII donne son accord pour un titre de séjour pour soins, mais dans l'attente (ça peut tarder) de la carte de séjour pour soins, le récépissé ne donne pas accès à l'emploi, en dépit du droit.

- Remise de récépissé avec l'adresse d'une domiciliation administrative par une asso, le nom de l'asso est mentionnée = risque de divulgation de la séropositivité de la personne auprès de son employeur.

- Cartes de résidence : les étrangèrEs malades avaient des titres d'un an, et refus des cartes de 10 ans. La réforme de mars 2016 a mis en place des cartes pluriannuelles, mais pour le moment, elle n'en voit pas la couleur. Parfois la durée est inférieure : titre de moins d'un an.

- Avec la dispo croissante des traitements, la notion d'accès effectif est complexe, pose problème pour l'Amérique Latine, ou encore la Géorgie. Pose problème pour des personnes là depuis longtemps, et/ou trans, et/ou travailleurEUSEs du sexe. Des titres peuvent être remis en cause après plusieurs années de présence. Durée des titres d'un an pose problème pour trouver un logement.

- Pour l'AAH, il y a des refus d'allocation aussi pour des personnes étrangères.

L'ODSE, observatoire du droit à la santé des étrangerEs : il y a eu un RDV avec l'OFII le 16/11, en réponse à des cas litigieux de refus de titre de séjour pour soins, la directrice de l'OFII a expliqué que des formations vont être données aux médecins de l'OFII. On pourrait s'attendre à une sanctuarisation du droit des séropos mais la notion invoquée de « pays en développement » dans ce RDV laisse encore des marges d'appréciation et de réduction. Apparemment les médecins de l'OFII estiment que le traitement est disponible quand il l'est pour 40% des personnes d'un pays.

Sur la délégation par l'état des enjeux de politique d'accueil, l'état s'est toujours défaussé. Avec la baisse de subventions, les assos sont demandeuses de ces marchés publics et se retrouvent en concurrence, parfois avec des financements insuffisants. Donc les associations peuvent s'écarter de l'intérêt des personnes suivies. Des acteurs pas dans la défense des migrantEs se sont positionnés dans cela pour capter de l'argent : ADOMA, Emmaüs Solidarité.

Basiliade : de moins en moins de moyens.

Réflexion autour de ce qui pourrait se faire sous la forme d'une permanence à Act Up. Mais cela demande une forte accumulation de compétences juridiques. Il y aura des enjeux de langue. A AGS, elle reçoit des immigréEs francophones. Basiliade agit en bout de ligne après d'autres associations.

D'autres cas pas liés au VIH sont aussi suivis par AGS : notamment en cas d'expulsion, avec interdiction de territoire derrière. Voir si une permanence d'orientation avec des pré-entretiens pouvait se passer à AUP. Professionnalisation croissante. AIDES eux-mêmes n'ont pas de permanence juridique, mais un réseau qui alimente en cas leur plaidoyer et leur rapport.

Cas de détention des PVVIH. Dans les CRA, les médecins tendent à libérer les PVVIH, sous-réserve qu'elles puissent le prouver.

Autres possibilités de plaidoyer commun : à Paris la Préfecture exige de disposer de la condition de résidence pour accéder à la demande de titre de séjour pour soins.

Il y a de quoi travailler ensemble pour débloquer des situations. Aurélie fait mention du nom d'Act Up pour débloquer des situations sur les droits des étrangers.

Xtophe : à dire que tout va bien, tout va bien, donc plus de titre de séjours pour soins.

Réponse de Dylan : recul des % d'accord des titres de séjour pour soins / notion de disponibilité des traitements / contradictions à gérer dans nos discours.

Hélène : Basiliade ce sont des catholiques.

Points

Archives

Mkl : mardi a été voté au conseil de Paris un amendement déposé par le Groupe Ecolo donnant 10 000 euros au collectif Archives LGBTQI. Le collectif a été un peu pris de court. Il y a aussi dans l'amendement une promesse d'un local de travail avant le futur local en 2021-2022.

Le collectif doit voir comment les recevoir : soit une assoce du collectif porte financièrement le collectif, soit le collectif se forme comme association, ce qui semble privilégié.

10 000 euros ce ne sera pas du salariat ou du loyer pour un local, du coup c'est plus sur les missions que s'est fixé le collectif. C'est avoir des outils pratiques : étagères, classeurs, boîtes d'archives, etc. C'est avoir de quoi numériser et valoriser les archives : portail internet, etc.

La question qui reste, c'est le local, la Mairie de Paris a la main, mais on a un moyen de pression face à la Mairie pour l'avoir avec ce vote.

Sinon le collectif a eu mardi RDV avec la DILCRAH. Ils restent intéressés. Ils ne peuvent financer des postes de fonctionnement, mais financer des projets qui recourent à de la main d'œuvre c'est possible. Par exemple sur la numérisation et la valorisation des archives.

L'appel à projet 2018 sera lancé en janvier.

La DILCRAH se réfère aux Archives Nationales sur la professionnalisation. Ils ne voient pas les compétences intracommunautaires, le collectif doit donc bosser pour les mettre en avant.

Les Archives Nationales veulent lancer une grande collecte d'archives LGBT dans les archives nationales et dans les archives départementales. Face à cette volonté de se maintenir, l'intérêt d'un centre d'archives communautaire c'est de rappeler que son fonctionnement est différent de celui des Archives nationales qui excluent des objets autres que les archives papier.

Xavier : l'initiative c'est pas le groupe écolo mais Act Up-Paris. Faire parler sida dans nos archives.

Mkl : le fric a été donné grâce au travail du collectif.

Noël solidaire d'Act Up

Noël organisé par les camarades pour le lundi 25 décembre. Repas sur inscription et thé dansant. Les ateliers Artelle à Porte de Clignancourt proposent de nous accueillir.

Si Act Up décide de porter ce projet ça veut dire qu'un budget sera porté par l'association.

Noël ouvert prioritairement aux personnes précaires, isolées, séropositives.

Xtophe : comment faire venir les genTEs ? -> Clovis : communication sur les réseaux sociaux.

Vote :

Pour l'initiative d'Act Up-Paris 21

Contre 2

Abstention 5

Comité santé des femmes

Reporté

Coupes financements internationaux

Mkl : ce weekend il y avait le sommet à Paris avec Macron sur le climat. A ce moment-là, Hulot a annoncé que la TTF au niveau européen serait allouée à la lutte contre le réchauffement

climatique à 100%. Alors qu'actuellement c'est un outil développé par la France il y a 10 ans qui servait à financer la lutte contre le sida.

Le plaidoyer associatif s'est longtemps concentré sur l'élargissement du périmètre : pas que la France qui y participe. Ca a demandé beaucoup de temps par rapport au travail sur les autres sources de financement, comme le Fonds Mondial et UNITAID.

Hollande avait promis une TTF européenne pour financer la LCS et la lutte contre le réchauffement climatique.

Hulot et Macron sortent la LCS et ne gardent que la lutte contre le réchauffement climatique.

Plusieurs pays européens sont OK pour la porter mais il faut que l'Allemagne bouge pour que cela voit le jour.

Donc, après l'absence de l'augmentation de la contribution au Fonds Mondial, après l'absence de Macron à l'IAS, la TTF européenne ne concerne plus le sida. Et il semblerait que mardi sera acté une coupe de la France de 15 millions dans UNITAID (la taxe sur les billets d'avions).

On sera dans la boucle d'une réaction Coalition Plus/Act Up/AIDES et d'autres...

A voir pour monter une action une fois les coupes annoncées.

Clovis : proposer à l'occasion de l'élaboration du CP l'organisation d'une action interasso.

Journée internationale des migrantEs

Journée internationale le 18/12. Plusieurs questions sont soulevées :

- tribune interasso pour samedi ou lundi, deadline de signatures demain 15h

La tribune a été initiée par l'interorga qui organise les états généraux des Migrations, texte lancé à l'été 2017 pour appeler Emmanuel Macron à mettre en place une nouvelle politique migratoire. 470 signataires dans toute la France. A la fin de l'été 2017, déclarations de durcissement d'Emmanuel Macron.

Ca s'est transformé en des états généraux des migrations. Il y a eu une conférence de presse de lancement des états généraux fin novembre au Gisti, les premières propositions devraient tomber au T1 2018.

Emmaus Solidarité qui gère des centres d'hébergement à Paris occupe une place importante dans les états généraux des Migrations. Ce qui pose problème à certains groupes.

Vote de la tribune :

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 7

Signée par Act Up-Paris, signature à transmettre.

- rassemblement prévu samedi à Paris : l'appel est lancé par le collectif pour une nation Refuge (Paris d'Exil, d'autres acteurs de terrain).

Texte d'appel :

Pour : 21

Contre : 1

Abstention : 5 -> voté.

Une 10aine de personnes pourront venir. RDV samedi à 13h au local.

Participation :

Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 5

-> On y va.

- rassemblement prévu samedi à Menton sur la frontière franco-italienne

L'initiative à Menton a été lancée par des coordinations de sans-pap', dans l'idée de mettre en avant les initiatives locales.

Pour : 20

Contre : 1

Abstention : 6

Bien penser à transmettre les signatures demain.

Journée de lutte contre les violences faites aux travailleurEUSEs du sexe

Il y a un rassemblement dimanche à 17h à République. Rendez vous samedi à 16h au LAUP.

Pour l'appel : 26 / 0 / 1

9 personnes dispo.

Pour la venue : 18 / 0 / 1

Séminaire

Rappel de l'appel de la semaine dernière en RH, 4-5 répondants. Contacter J si vous voulez aider. Tout est à définir et les dernières semaines ont montré le besoin de cadres de discussion.

Appels

Prochaines réunions :

- Mercredi la commission Jeunesse se réunit à 19h au LAUP. L'ODJ sera envoyé d'ici là sur les listes.

- La commission Migrations se réunit demain soir à 19h30 au LAUP.

- La commission Drogues reprendra le 3 janvier.

- pour info : Xtophe a présenté sa démission du poste d'administratrice politique et n'assume plus la responsabilité de la commission Vivre Avec.

- Appel pour bosser sur la question de l'orientation des personnes qui solliciteraient Act Up-Paris à l'arrêt de la Permanence Droits sociaux d'Act Up en janvier.